

DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

(LOI DU 10 AOÛT 1991 SUR LA PROFESSION D'AVOCAT, TELLE QUE MODIFIÉE ET RÈGLEMENT GRAND-DUCAL DU 18 SEPTEMBRE 1995, TEL QUE MODIFIÉ)

ATTENTION : AUCUNE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE NE POURRA ÊTRE TRAITÉE UTILEMENT SI LE FORMULAIRE N'EST PAS REMPLI ET SI LES DOCUMENTS NÉCESSAIRES NE SONT PAS JOINTS !

→ **CE FORMULAIRE DOIT ÊTRE DÛMENT REMPLI.**

(points A, B, C, D et E)

→ **CETTE DEMANDE DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE ACCOMPAGNÉE :**

(Prière de consulter l'annexe – point A)

- d'une copie de la pièce d'identité,
- d'un certificat d'affiliation du Centre Commun de la Sécurité Sociale de chaque membre du ménage,
- d'un certificat de propriété de chaque membre du ménage,
- des pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé,
- sont à rajouter à la demande, le cas échéant, les pièces justificatives mentionnées dans les notes de bas de page (1) à (9).

ATTENTION : LE PRÉSENT FORMULAIRE EST À REMPLIR LISIBLEMENT ET LES DOCUMENTS ANNEXÉS SONT À REMETTRE SANS AGRAFES.

A. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Nom			
Prénom			
Matricule	<input type="checkbox"/>	Nationalité	
Âge		Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin
Lieu de naissance		Date de naissance	
Numéro et Rue*			
Localité*		Code postal*	
Téléphone		GSM	
Résidence au Luxembourg	<input type="checkbox"/> depuis la naissance <input type="checkbox"/> depuis le <input type="checkbox"/> pas de résidence au Luxembourg		
État civil	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> En partenariat <input type="checkbox"/> Veuf, veuve <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e)		
Situation professionnelle	<input type="checkbox"/> Salarié(e) <input type="checkbox"/> Travailleur(se) indépendant(e) <input type="checkbox"/> Chômeur(se) <input type="checkbox"/> Pensionné(e) <input type="checkbox"/> Élève <input type="checkbox"/> Étudiant(e) <input type="checkbox"/> Autre : (à spécifier)		
Employeur	Nom :		
	Adresse :		

* Le demandeur s'engage à notifier sans délai tout changement d'adresse au Barreau et reconnaît la validité de toute notification, qui lui sera faite à la dernière adresse communiquée par lui.

Êtes-vous	<input type="checkbox"/> Détenu(e)	<p>→ Remplir uniquement les points A et E (1 à 8) de ce formulaire.</p> <p>→ Prière de consulter l'annexe – point B afin de savoir quelles pièces vous devez joindre à votre demande.</p>
	<input type="checkbox"/> Réfugié(e)	<p>L'assistance judiciaire est demandée pour : <input type="checkbox"/> Demandeur seul <input type="checkbox"/> Demandeur et sa famille</p> <p>→ Remplir uniquement les points A et E (1 à 8) de ce formulaire.</p> <p>→ Prière de consulter l'annexe – point C afin de savoir quelles pièces vous devez joindre à votre demande.</p>
	<input type="checkbox"/> Mineur(e)	<p>→ Remplir les points A, B, C, D et E de ce formulaire.</p> <p>→ Prière de consulter l'annexe – point A afin de savoir quelles pièces vous devez joindre à votre demande.</p>

B. RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION FAMILIALE DU DEMANDEUR

B.1 CONJOINT / PARTENAIRE / CONCUBIN

Nom			
Prénom			
Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin	<input type="checkbox"/> Féminin	Nationalité
Date de naissance			
Numéro et Rue			
Localité		Code postal	
Profession		GSM	
Employeur	Nom :		
	Adresse :		
Partie adverse ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

B.2 ENFANTS VIVANT DANS LE MÉNAGE

Noms et prénoms	Date de naissance	Profession / Employeur

Nom, Prénom du demandeur

B.3 ENFANTS HORS MÉNAGE

Noms et prénoms	Date de naissance	Profession/ Employeur

B.4 AUTRES PERSONNES FAISANT PARTIE DU MÉNAGE

Noms et prénoms	Lien avec le demandeur	Date de naissance	Profession/ Employeur

Mon ménage se compose à ce jour de adulte(s) et de mineur(s).

B.5 SI VOUS ÊTES MINEUR(E) : RENSEIGNEMENTS SUR LES PARENTS

(art. 37-1(1) et 37-1 (5 bis) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée)

Mère

Nom, prénom

Matricule

Lieu de naissance

Date de naissance

Adresse

Père

Nom, prénom

Matricule

Lieu de naissance

Date de naissance

Adresse

C. RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION DE FORTUNE

C.1 REVENUS DE **TOUS** LES MEMBRES DU MÉNAGE (PRIÈRE D'INDIQUER LES **MONTANTS BRUTS**) (1/2)

	Revenus du demandeur	Revenus du conjoint / partenaire / concubin	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage
	Nom			
	Prénom			
<input type="checkbox"/> Le ménage n'a aucun revenu	De quoi vivez-vous ?			
<input type="checkbox"/> Revenus professionnels (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maladie (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité de chômage (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu d'inclusion sociale (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'inclusion – REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu personnes gravement handicapées – RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension luxembourgeoise (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension étrangère (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Rente accident (p.ex. de l'AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Forfait d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation familiales (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maternité (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Congé parental (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Bénéficiaire d'une pension alimentaire (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés au Luxembourg	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger (4)	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens mobiliers (argent liquide, épargne, actions, obligations, titres, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenus provenant de biens mobiliers et immobiliers (loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Autres revenus (spécifier origine et montant) (4)	Origine :	Origine :	Origine :	Origine :
	EUR	EUR	EUR	EUR

(1) Joindre des pièces justificatives **officielles** des 3 derniers mois renseignant sur le montant brut du revenu respectif (par exemple : 3 dernières fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres. NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants).

(2) Joindre une copie du **dernier** courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation **avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier**.

(3) Joindre des pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage.

(4) Joindre une pièce justificative

C.1 REVENUS DE **TOUS** LES MEMBRES DU MÉNAGE (PRIÈRE D'INDIQUER LES **MONTANTS BRUTS**) (2/2)

Prière de cocher les cases concernées

	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage
Nom				
Prénom				
<input type="checkbox"/> Le ménage n'a aucun revenu	De quoi vivez-vous ?			
<input type="checkbox"/> Revenus professionnels (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maladie (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité de chômage (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu d'inclusion sociale (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'inclusion – REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu personnes gravement handicapées – RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension luxembourgeoise (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension étrangère (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Rente accident (p.ex. de l'AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Forfait d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation familiales (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maternité (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Congé parental (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Bénéficiaire d'une pension alimentaire (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés au Luxembourg	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger (4)	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens mobiliers (argent liquide, épargne, actions, obligations, titres, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenus provenant de biens mobiliers et immobiliers (loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Autres revenus (spécifier origine et montant) (4)	Origine :	Origine :	Origine :	Origine :
	EUR	EUR	EUR	EUR

(1) Joindre des pièces justificatives **officielles** des 3 derniers mois renseignant sur le montant brut du revenu respectif (par exemple : 3 dernières fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres. NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants).

(2) Joindre une copie du **dernier** courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation **avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier**.

(3) Joindre des pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage.

(4) Joindre une pièce justificative

Nom, Prénom du demandeur

C.2 DÉPENSES DU MÉNAGE

Est-ce que le ménage est locataire ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (5)	Montant mensuel du loyer	EUR
Est-ce que le ménage est débiteur d'une pension alimentaire ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (6)	Montant mensuel	EUR
Est-ce que le ménage rembourse un prêt immobilier?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (7)	Montant mensuel	EUR

(5) Joindre une copie du contrat de bail du ménage et les quittances du loyer des 3 derniers mois.

(6) Joindre une pièce attestant le paiement de la pension alimentaire des 3 derniers mois (par exemple : extrait bancaire) et le montant du terme courant de la pension alimentaire payée.

(7) Joindre une pièce justificative.

D. REMBOURSEMENT DES FRAIS À COUVRIR PAR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

Avez-vous souscrit une assurance protection juridique ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (8)	Nom de l'assureur	
Êtes-vous affilié à un syndicat, à l'Union luxembourgeoise des Consommateurs, ou autre ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (9)	Précisez le nom	
		Depuis quand	

(8) Joindre une copie du contrat. (9) Joindre une pièce justificative.

E. LITIGE OU PROBLÈME POUR LEQUEL VOUS DEMANDEZ L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

E.1 OBJET (COCHER LA CASE CORRESPONDANTE !)

Il faut introduire UNE DEMANDE d'assistance judiciaire POUR CHAQUE AFFAIRE !

Bail à loyer

Divorce

Violences domestiques

Protection de la jeunesse

Droit de garde, droit de visite et d'hébergement

Droit familial (préciser)

Pension alimentaire

Civil (préciser)

Droit commercial
(NB: Aucune assistance judiciaire ne sera accordée à un commerçant pour des affaires relevant de son commerce! Art.37-1(2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat)

Droit du travail

Droit pénal :
Notice du Parquet : Not. :

Contravention (Tribunal de police)

Délit (Chambre correctionnelle)

Crime (Chambre criminelle)

Partie civile dans le cadre d'une affaire pénale :
Notice du Parquet : Not. :

Droit administratif

Demande de protection internationale
Référence du Ministère des Affaires étrangères : R-

Nom, Prénom du demandeur

Droit social

Saisie – arrêt

Autre

(préciser)

E.2 DESCRIPTION DES FAITS EN RÉSUMÉ

→ PRIÈRE DE JOINDRE DES COPIES DES PIÈCES CONCERNANT L'AFFAIRE POUR LAQUELLE LE BÉNÉFICE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EST DEMANDÉ! Par exemple : citation, requête, convocation, assignation, jugement, acte d'appel, lettre de licenciement, etc.

E.3 PROCÉDURE EN COURS OU À INTENTER

E.4 JURIDICTION SAISIE OU À SAISIR

Justice de Paix

Tribunal d'arrondissement

Cour d'appel

Cour de cassation

Tribunal administratif

Cour administrative

Conseil arbitral de la sécurité sociale

Conseil supérieur de la sécurité sociale

E.5 MONTANT/OBJET DU LITIGE

Montant du litige, si celui-ci peut être exprimé en termes monétaires :

EUR

E.6 ÊTES-VOUS DEMANDEUR OU DÉFENDEUR ?

Demandeur Défendeur

E.7 PARTIE ADVERSE

Nom	
Prénom	
Date de naissance	
Numéro et Rue	
Localité	Code postal
Relation avec le demandeur	

E.8 AVOCAT / NOTAIRE / HUISSIER DE JUSTICE

Je suis assisté(e) par un avocat :

<input type="checkbox"/> Oui	Nom de l'avocat	
	Étude de l'avocat	
	Adresse de l'avocat	
	Assisté(e) dans cette affaire depuis le	
	L'avocat est-il au courant de la demande d'assistance judiciaire ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	L'avocat est-il d'accord avec la demande d'assistance judiciaire ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Non	Avez-vous été assisté(e) par un autre avocat pour cette affaire ? <input type="checkbox"/> Oui / Nom de l'avocat :	
	De quelle date à quelle date ?	
	<input type="checkbox"/> Non	
<input type="checkbox"/> Non	Avez-vous une préférence pour un avocat ?	
	<input type="checkbox"/> Oui	Nom de l'avocat
		Étude de l'avocat
		Adresse de l'avocat
<input type="checkbox"/> Non (un avocat vous sera désigné par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats)		

Je suis assisté(e) par un notaire / huissier de justice :

<input type="checkbox"/> Oui	Nom du notaire / huissier de justice	
	Adresse	
<input type="checkbox"/> Non		

ÊTES-VOUS DÉJÀ BÉNÉFICIAIRE D'UNE ASSISTANCE JUDICIAIRE ? Non Oui

Depuis quand ?

Références de l'accord de l'assistance judiciaire :

Nom de l'avocat :

PERSONNE AYANT REMPLI LA DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Nom

Prénom

Organisme,
établissement,
étude d'avocat, etc.

Téléphone

E-mail

Par la présente, je demande l'assistance judiciaire avec effet au (date) conformément à la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée et déclare ne pas être en droit d'obtenir d'un tiers à titre quelconque le remboursement des frais d'avocats et autres.

Le(la) soussigné(e) reconnaît être informé(e) et accepte que d'après l'art. 37-1 (6) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée, le Bâtonnier peut retirer le bénéfice de l'assistance judiciaire s'il survient au bénéficiaire pendant cette instance ou pendant l'accomplissement de ces actes ou comme résultant de ceux-ci des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'assistance judiciaire, celle-ci n'aurait pas été accordée. **Tout changement de cette nature, ainsi qu'un éventuel changement d'adresse, doit être déclaré au Bâtonnier par le bénéficiaire, ou par l'avocat commis dans les cas prévus au paragraphe (9) du prédit article.**

Je certifie que les informations contenues dans ce formulaire sont véridiques, exactes et complètes.

Je reconnais par ma signature être informé(e) que :

- de fausses déclarations et/ou informations peuvent m'exposer à d'éventuelles poursuites pénales* et/ou à un retrait intégral du bénéfice de l'assistance judiciaire ;
- le retrait rend immédiatement exigibles contre ma personne les frais, droits, honoraires, indemnités, redevances, émoluments, consignations et avances de toute nature dont j'ai déjà bénéficié et que je devrais rembourser.

Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente demande d'assistance judiciaire sont traitées par l'Ordre des Avocats du Barreau territorialement compétent, en leur qualité de responsable du traitement, représenté par les Bâtonniers actuellement en fonction.

Le traitement des données est effectué dans le respect des dispositions du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGDP »), ainsi que de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du RGPD.

Le traitement effectué est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont le responsable du traitement est investi en vertu de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée et du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995, tel que modifié.

Les données recueillies dans ce formulaire, ainsi que celles nécessaires au traitement de la demande, ne peuvent servir à d'autres finalités que la gestion et le contrôle par le Barreau de Luxembourg et/ou de Diekirch relatives aux demandes d'assistance judiciaire et à leur suivi.

Le traitement de vos données fait l'objet d'un traitement afin de mener à bien votre demande et il est effectué dans le respect des dispositions légales auxquelles le responsable du traitement est soumis.

Les données et informations sont conservées pour la durée nécessaire à la réalisation des finalités du traitement.

* Article 496-1 du Code pénal.

Les destinataires de vos données sont les administrations et entités suivantes, compétentes dans le cadre du traitement de votre demande :

- Le Ministère de la Justice ;
- Les autorités judiciaires et administratives ;
- Les avocats en charge du dossier ;
- Nos sous-traitants chargés de l'infrastructure informatique ;
- L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ;
- La Chambre des Huissiers de Justice ;
- La Chambre des Notaires ;
- Conseil disciplinaire et administratif ;
- Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Les destinataires des données personnelles ne traiteront vos données que dans la mesure nécessaire à l'exécution de leurs missions respectives, et dans le respect de la réglementation y relative.

Suivant les termes de la réglementation applicable, le droit d'accès, de rectification, et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant, peuvent être exercés, notamment le droit de vous opposer au traitement des données et de retirer votre consentement à tout moment. Cependant, en cas de retrait de votre consentement, nous ne serons plus en mesure de traiter votre demande dans la mesure où il s'agit de données indispensables au traitement et au suivi de celle-ci.

Si vous souhaitez exercer les droits susmentionnés, obtenir communication de vos informations ou recevoir tout renseignement complémentaire à ce sujet, veuillez-vous adresser au Barreau de Luxembourg au 2A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg ou au Barreau de Diekirch à B.P. 68, L-9202 Diekirch, ou par courrier électronique à l'adresse dpo@barreau.lu pour le Barreau de Luxembourg ou info.diekirch@barreau.lu pour le Barreau de Diekirch. Votre demande sera traitée dans les meilleurs délais.

Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

Avec le dépôt de cette demande auprès du Barreau de Luxembourg ou de Diekirch, vous acceptez que vos données personnelles soient traitées dans le cadre de votre demande d'assistance judiciaire et son suivi.

(Lieu) _____, le _____ (Date)

signature du demandeur

Le présent formulaire est à envoyer, selon votre domicile, au :

Pour l'arrondissement judiciaire de Luxembourg :

Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
Service de l'Assistance judiciaire
45, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Permanences :

45, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (tél. : +352 46 72 72-1)
Les lundis et jeudis de 9.30 hrs à 11.30 hrs.

Lors de cette permanence, une personne sera à votre disposition pour examiner votre demande d'assistance judiciaire et répondre à vos questions.

Pour l'arrondissement judiciaire de Diekirch :

Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch
B.P. 68
L-9201 DIEKIRCH

ANNEXE

DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET ADRESSES UTILES

ATTENTION : AUCUNE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE NE POURRA ÊTRE TRAITÉE UTILEMENT, SI LE FORMULAIRE N'EST PAS REMPLI ET SI LES DOCUMENTS NÉCESSAIRES NE SONT PAS JOINTS !

A. PIÈCES À JOINDRE À TOUTE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

Pour que votre demande d'assistance judiciaire puisse être traitée, il convient de remplir le formulaire de demande d'assistance judiciaire complètement et de joindre les documents suivants :

- Copie de la pièce d'identité ;
- Certificat d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale de chaque membre du ménage (adresse en annexe) ;
- Revenu mensuel de chaque membre du ménage : fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres des 3 derniers mois indiquant les **montants bruts** (NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants) ;
- Les personnes bénéficiant d'une prestation de la part du Fonds National de Solidarité : une copie du dernier courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier ;
- Pension alimentaire :
 - Crédoeur : pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage ;
 - Débitéur : pièces justificatives attestant le paiement de la pension alimentaire des 3 derniers mois et le montant du terme courant de la pension alimentaire payée ;
- Certificat de propriété de chaque membre du ménage (adresse en annexe) ;
- Pièce justificative des immeubles situés à l'étranger ;
- Pièce justificative de la fortune mobilière (argent liquide, épargnes, actions, obligations, etc.) ;
- Logement : - si le ménage est locataire : copie du contrat de bail du ménage et quittances du loyer des 3 derniers mois ;
 - si le ménage rembourse un prêt immobilier : preuve du paiement de la mensualité ;
- Pièce attestant des revenus des biens immobiliers et mobiliers ;
- Copie du contrat d'assurance protection juridique ;
- Pièce justificative de l'affiliation à un syndicat, à l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs, etc. ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

SAUF, SI VOUS ÊTES :

B. DÉTENU

Vous devez joindre à votre demande :

- Certificat de détention ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

et remplir les points A. et E. (1 à 8) de ce formulaire.

C. RÉFUGIÉ / DEMANDEUR D'ASILE

Vous devez joindre à votre demande :

- Copie de la pièce d'identité (si vous en avez une) ;
- Attestation de dépôt d'une demande de protection internationale pour chaque personne concernée par la demande ou à défaut une autre pièce attestant du dépôt d'une demande de régularisation de votre séjour au Luxembourg ;
- En cas de placement au Centre de Rétention : Attestation de placement du Centre de Rétention ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

et remplir les points A. et E. (1 à 8) de ce formulaire.

ADRESSES UTILES :

Certificat d'affiliation / de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale :

Centre Commun de la Sécurité Sociale
Département Affiliation
tél. : +352 40 14 1-1
125, route d'Esch
Adresse postale :
L-2975 LUXEMBOURG

Certificat de propriété :

Administration des Contributions Directes
Section des évaluations immobilières
tél. : +352 40 800-1
5, rue de Hollerich
B.P. 2354 L-1023 LUXEMBOURG

IMPORTANT :

Selon les dispositions du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995, tel que modifié, l'assistance judiciaire s'applique de plein droit aux procédures ou actes d'exécution indispensables pour assurer l'exécution des décisions de justice obtenues avec son bénéfice.

Les greffiers et dépositaires d'actes publics délivrent gratuitement au bénéficiaire de l'assistance judiciaire les actes et expéditions nécessaires à la procédure ou à la mesure d'exécution (Art. 7 du r.gd. du 18.9.95).

L'assistance judiciaire s'étend à tous les frais relatifs aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée et notamment aux : droits de timbre et d'enregistrement ; frais de greffe ; émoluments des avocats, droits et frais d'huissiers de justice ; frais et honoraires des notaires ; frais et honoraires des techniciens, taxes de témoins ; honoraires des traducteurs et interprètes ; frais pour certificats de coutume ; frais de déplacement ; droits et frais des formalités d'inscriptions, d'hypothèques et de nantissement ; frais d'insertion dans les journaux (Art.8 du r.gd. du 18.9.95).